

Peut-on aimer un homme soutenant un candidat qui porte un discours ouvertement misogyne? S'est-on déjà fait passer pour quelqu'un de progressiste (ex : féministe, LGBTfriendly...) afin d'arriver à ses fins? De quelle façon les discordances d'opinion peuvent altérer ses relations affectives? Les divergences de vote à l'élection présidentielle peuvent-elles être un motif de rupture au sein de son couple? Alors qu'à l'approche du premier tour, les débats et questions politiques prennent une ampleur inégalée, l'Ifop publie une enquête tentant de mesurer l'impact de la campagne présidentielle sur la vie privée des Français(es). Réalisée auprès d'un échantillon de taille conséquente (2 000 personnes), cette étude menée pour Gleeden montre que les choix conjugaux des Français(es) n'échappent pas à une logique d'homogamie politique et que derrière un discours vantant le respect des différences d'idées, certains engagements « extrêmes » constituent de véritables « épouvantails » sur le marché matrimonial.

LES CHIFFRES CLES DE L'ENQUETE

LES DIVERGENCES D'ORDRE POLITIQUE PEUVENT-ELLES ÊTRE UN FREIN A L'ETABLISSEMENT D'UNE RELATION ?

Les électeurs d'Éric Zemmour font l'objet d'un ostracisme particulièrement fort sur le marché matrimonial

Invités à exprimer leur degré d'attirance pour un(e) partenaire selon le vote qu'il/elle aurait à l'élection présidentielle, les Français(es) expriment massivement leurs réticences à l'idée de nouer une relation conjugale avec un électeur zemmourien : deux Français(es) sur trois (64%) — et jusqu'à 70% des femmes — refuseraient tout perspective de couple avec un partisan du polémiste, soit un rejet beaucoup plus fort que ce l'on observe pour des électeurs plus « modérés » — comme les électeurs Pécresse (37%), Macron (39%) ou Jadot (42%) — mais aussi pour d'autres électeurs « antisystème » comme peuvent l'être ceux de Jean-Luc Mélenchon (47%) ou de Marine Le Pen (55%).

Ce stigmate qui affecte les électeurs Zemmour tient pour partie au rejet massif dont font l'objet les personnes affichant des idées radicales et tout particulièrement des idées d'extrême-droite...

Dans les considérations de nature politique qui peuvent présider aux choix d'un conjoint, les personnes affichant des idées d'extrême-droite sont celles qui suscitent le plus de rejet (65%), légèrement devant les sympathisants d'extrême-gauche (57%) mais très largement au-dessus des partisans des autres courants d'idées (34% à 37%). Certes, ce genre de stigmatisation affecte toute personne affichant des idées « extrêmes » — extrême-gauche ou extrême-droite — mais force est de constater que les électeurs du président de Reconquête ! en souffrent beaucoup plus que les électeurs d'autres candidats « radicaux » en lice (ex : Marine Le Pen).

... mais aussi aux traits associés à la personnalité d'un candidat qui suscite un rejet spécifique probablement lié à son ultra-conservatisme sur les questions de société

Si l'aversion à l'égard des électeurs Zemmour dépasse l'hostilité de principe affichée à l'égard des sympathisants d'extrême-droite en général, c'est sans doute parce qu'on leur associe les positions conservatrices de leur candidat sur les sujets de société. Aux yeux des Français(es), l'électeur Zemmour apparaît, et de loin, comme l'électeur le plus « misogyne » (43%), « homophobe » (45%) ou « difficile à présenter » à des proches (36%). Dans une société de plus en plus sensible aux droits des femmes ou des LGBT, voter Zemmour constitue donc pour beaucoup un motif de disqualification sociale pour tou(te)s ceux et celles jugeant ses positions inconciliables avec leurs valeurs profondes.

Certes, le nombre de couples ne se nouant pas à cause de « divergences politiques » reste limité mais à l'avenir, la question risque de se poser de manière plus assidue si l'on en juge par la forte sensibilité des jeunes sur ce point

Dans les faits, le nombre de Français(es) qui ont effectivement renoncé, soit à nouer une relation avec quelqu'un alors même qu'il/elle leur plaisait (22%), soit à « ne pas approfondir une relation » (38%) parce que leur partenaire avait des opinions politiques différentes reste globalement mesuré en dehors des franges les plus progressistes de l'électorat (ex : féministes, extrême-gauche...). Mais les divergences d'ordre politique risquent de devenir de plus en plus un frein à l'établissement de relations durables si l'on juge par le nombre élevé de jeunes de moins de 25 ans ayant déjà renoncé pour ce motif à nouer une relation (50%) ou à « ne pas en approfondir une » (56%).

B) LA POLITIQUE DANS LE COUPLE : UN SUJET PARFOIS TABOU DANS LA PHASE DE SÉDUCTION ET QUI PEUT RESTER UN SUJET DE TENSION TOUT LE LONG D'UNE RELATION

Cette plus grande sensibilité aux convictions affichées par un(e) potentiel(le) partenaire va de pair avec l'essor de techniques de dissimulation de ses opinions durant la phase de séduction – comme le « <u>wokefishing</u> » – mais aussi de stratégies d'éviction du sujet dans les discussions de couple qui peuvent durer tout au long d'une relation.

Le "wokefishing", une forme très genrée de dissimulation de ses convictions durant la phase de séduction

L'adoption de techniques de séduction fallacieuses consistant à dissimuler ses idées pour arriver à ses fins apparaît avant tout comme une pratique masculine. En effet, près d'un homme sur quatre (23%, contre 15% de femmes) admet avoir déjà dissimulé ses convictions politiques afin de séduire quelqu'un. Pratiqué en moyenne par près d'un Français(e) sur dix (11%), le « wokefishing » au sens littéral du terme est lui aussi une pratique très genrée : la proportion de personnes reconnaissant s'être fait passer pour quelqu'un de progressiste (ex : féministe, LGBTfriendly, antiraciste...) étant trois fois plus forte dans la gent masculine (16%) que féminine (6%).

Les divergences politiques, un sujet qui peut rester tabou tout le long d'une relation

Mais au-delà de la phase de séduction, les divergences politiques entre conjoints peuvent aussi constituer un sujet tabou tout le long d'une relation. Un Français(es) sur deux (48%) admet ainsi avoir déjà évité de parler politique avec un partenaire n'ayant pas leurs convictions politiques afin de ne pas créer des tensions au sein du couple. Et cette source de malaise peut aussi se faire ressentir sur la sociabilité du couple au regard du nombre significatif de personnes qui, pour ce même motif, ont déjà veillé à éviter de parler politique (39%) en présence de proches (ex : amis, parents...), voire ont même évité de présenter leur conjoint à leurs proches (30%) pour ce motif.

C) LA POLITIQUE, UNE SOURCE DE TENSIONS CONJUGALES QUI PEUT S'AVERER EXPLOSIVE POUR UN COUPLE EN PERIODE ELECTORALE

Ces stratégies d'évitement des conflits visant à préserver sa relation, notamment des turbulences inhérentes aux débats qui s'intensifient en période électorale, semblent toutefois plus difficiles à tenir durant une campagne présidentielle, notamment pour les jeunes couples qui paraissent alors plus exposés au risque de rupture.

Les divergences politiques, un motif de rupture qui peut beaucoup peser sur les jeunes couples

La proportion de Français(es) ayant déjà rompu une relation de couple en raison de leurs divergences politiques est globalement limité (20% en moyenne) mais elle masque des grosses différences en fonction de l'âge ou des affinités politiques. De même qu'ils accordent plus d'intérêt à ce sujet dans les critères présidant au choix de leur conjoint, les jeunes sont aussi beaucoup plus exposés aux risques de rupture conjugale qu'induisent des divergences politiques : 48% des jeunes de moins de 25 ans déclarent ainsi avoir déjà rompu avec quelqu'un à cause de ses opinions politiques, soit trois fois plus que les personnes âgées de 35 ans et plus (16%).

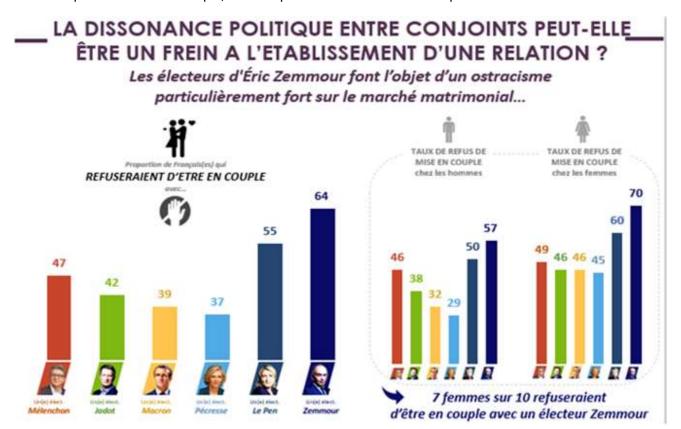
La « dissonance électorale » dans le couple, un facteur de rupture conjugale qui peut prendre de l'ampleur en cas de vote pour des candidats d'extrême-droite

Dans ce cadre, une campagne présidentielle apparaît comme une période à haut risque pour des couples pouvant être affectés par les turbulences inhérentes aux débats qu'elle peut provoquer au sein du couple. Révélateur du potentiel impact négatif que la politique peut avoir sur la vie privée, 42% des Français(es) déclarent aujourd'hui qu'ils/elles quitteraient leur conjoint s'il votait pour Éric Zemmour, sachant que leur proportion monte à 57% chez les femmes de moins de 25 ans. Le taux de rupture en cas de vote Le Pen est quant à lui plus limité (35%), notamment chez les jeunes, ce qui est sans doute la conséquence de la récente dédiabolisation de la candidate dans l'opinion.

François Kraus, directeur du pôle « Politique / Actualités », responsable du pôle « Genre et sexualités » de l'Ifop

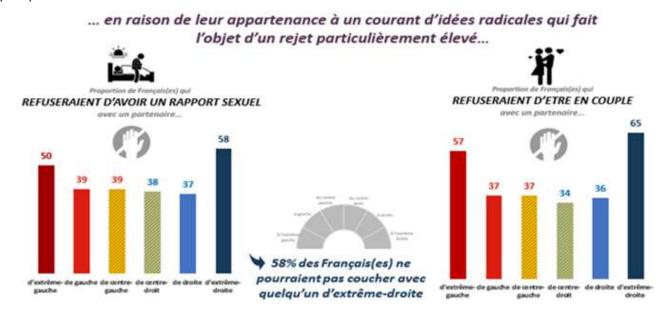
LES ENSEIGNEMENT DE L'ENQUETE

L'atténuation des clivages idéologiques n'empêche pas les Français(es) de fixer des limites aux divergences d'opinion pouvant s'exprimer au sein du couple, surtout quand elles sont le fruit d'un positionnement « extrême ».



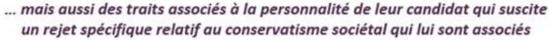
Pour une opinion publique de plus en plus sensible aux questions de sexisme ou de racisme, afficher certains engagements politiques extrêmes peuvent susciter un rejet très important, notamment dans la gent féminine...

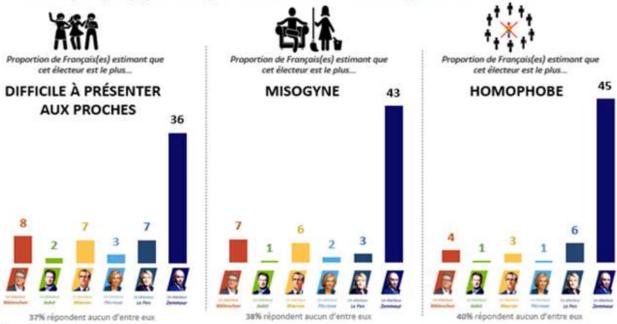
Si la perspective d'une relation de couple avec un électeur de gauche, du centre ou de droite provoque un rejet minoritaire – entre 37 à 42% des Français(es) rejetteraient cette perspective –, ce n'est pas le cas des électeurs des candidats d'extrême-droite. Ces derniers font en effet l'objet d'un ostracisme particulièrement fort sur le marché matrimonial si l'on en juge par la proportion élevée de Français(es) qui récusent toute possibilité de nouer une relation conjugale avec un électeur lepéniste (55%) ou zemmourien (64%). Les partisans de ce polémiste perçu comme sexiste (cf étude Ifop/Elle – 2021) font l'objet d'un rejet massif au sein de la gent féminine : 70% des femmes (contre 57% des hommes) refuseraient cette perspective avec un électeur Zemmour, dont un nombre particulièrement élevé de femmes de gauche (81%), se disant très féministes (79%) ou de confession musulmane (84%).



Cette moindre désirabilité des électeurs d'Éric Zemmour sur le marché matrimonial tient pour partie à leur association à un courant d'idées, l'extrême-droite, qui reste, dans les considérations d'ordre politique pouvant présider aux choix du conjoint, celui qui suscite le plus de rejet de principe dans l'opinion.

De manière générale, que ce soit dans une logique d'union sexuelle ou conjugale, les personnes affichant des idées « extrêmes » – extrême-gauche ou extrême-droite – sont celles pour qui cela semble le plus difficile d'envisager un avenir commun. Les électeurs d'extrême-droite n'en restent pas moins toujours ceux qui suscitent le plus fort rejet dans la population. En effet, deux Français sur trois (65%) refuseraient aujourd'hui de se mettre en couple avec quelqu'un d'extrême-droite, contre un peu plus de la moitié (57%) avec quelqu'un d'extrême-gauche et un gros tiers avec les sympathisants des autres grands courants d'idées (34% à 37%).



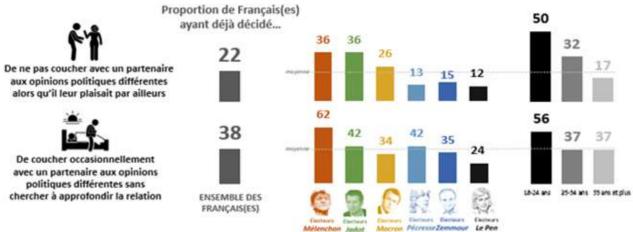


Les électeurs Zemmour sont, de loin, les électeurs qui paraissent les plus misogynes et homophobes

Mais cet ostracisme envers les électeurs zemmouriens tient sans doute aussi aux traits associés à un candidat qui suscite un rejet spécifique probablement lié à son ultra-conservatisme sur les questions de société

Invités à se prononcer sur certaines caractéristiques pouvant être associées aux principaux candidats en lice dans l'élection présidentielle, les Français sont nombreux à percevoir négativement les partisans de l'ancien journaliste du Figaro. Les électeurs Zemmour apparaissent toujours comme les électeurs paraissant les plus misogynes (43%, contre 7% pour électeurs Mélenchon) ou les plus homophobes (45%, contre 6% pour Marine Le Pen). De même, et il y a sans doute un lien de cause à effet, l'électeur d'Éric Zemmour apparaît aux Français(es) comme celui qui serait le « plus difficile à présenter » à leurs proches : 36%, contre 8% pour électeurs Mélenchon et 7% pour Marine Le Pen.

Derrière une apparente ouverture d'esprit, la « dissonance politique » constitue un frein à l'approfondissement d'une relation particulièrement chez les jeunes



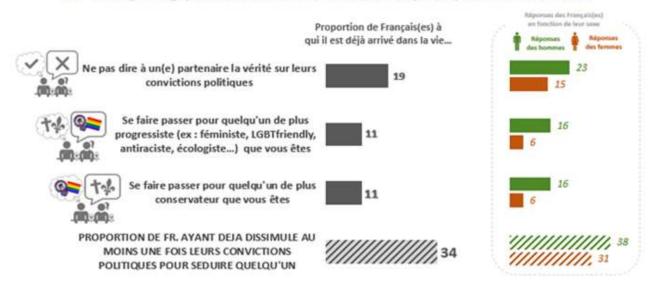
Au-delà du cas Zemmour, le nombre de couples ne se nouant pas pour cause de « divergences politiques » reste limité mais la question risque de se poser à l'avenir de manière plus assidue au regard de la forte sensibilité des jeunes sur ce sujet

Dans les faits, le nombre de Français(es) qui ont effectivement renoncé soit à nouer une relation avec quelqu'un alors même qu'il/elle leur plaisait (22%), soit à « ne pas approfondir une relation » (38%) parce que leur partenaire avait des opinions politiques différentes reste globalement mesuré en dehors des franges les plus progressistes de l'électorat (ex : féministes). Mais les divergences d'ordre politique risquent de plus en plus de devenir un frein à l'établissement de relations durables si l'on en juge le nombre élevé de jeunes de moins de 25 ans ayant déjà renoncé à nouer une relation (50%) ou à « ne pas en approfondir une » (56%) pour ce motif.

Le point de vue de François Kraus de l'Ifop: Dans une société de plus en plus sensible aux droits des femmes, le soutien à un candidat aussi ouvertement misogyne qu'Éric Zemmour constitue un motif de disqualification sur le marché de la rencontre: le vote pour le polémiste suscitant une aversion dépassant largement l'hostilité traditionnellement affichée à l'égard des sympathisants d'extrême-droite. Véritables « épouvantails » sur le marché de la rencontre, les électeurs d'extrême-droite, et tout particulièrement ceux d'Éric Zemmour, semblent générer, en matière de choix matrimonial, une forme de « radical right marital gap » assez comparable au « radical right gender gap » qui, en sociologie électorale, désigne ce « sous-vote » qui affecte l'extrême-droite au sein de l'électorat féminin. Ce stigmate, au sens d'un "attribut qui est profondément discréditant" [1] (Goffmann, 1963), n'est pas en soit surprenant - des travaux ont déjà montré le profond discrédit affectant les militants d'extrême droite dans leur vie sociale - mais cette enquête a le mérite de montrer qu'il se réfléchit aussi dans l'intime et leurs relations affectives.

LA POLITIQUE, UN SUJET PARFOIS TABOU DANS LA PHASE ___ DE SÉDUCTION MAIS AUSSI TOUT LE LONG D'UNE RELATION

Le "wokefishing", une dissimulation de ses idées politiques très masculine



Face à l'importance donnée au partage des mêmes convictions politiques, nombre de Français(es) semblent avoir adopté des techniques de séduction fallacieuses consistant à dissimuler leurs idées pour arriver à leurs fins : le « wokefishing » étant le terme de plus en plus utilisé pour désigner ces stratégies de dissimulation même si stricto sensu, il désigne seulement le fait de se faire passer pour quelqu'un aux opinions progressistes...

Cette volonté de donner l'impression qu'on est sur la même longueur d'ondes politiques apparaît avant tout comme une pratique masculine. En effet, près d'un homme sur quatre (23%, contre à peine 15% de femmes) admettent avoir déjà dissimulé leurs convictions politiques afin de séduire quelqu'un. Pratiqué en moyenne par près d'un Français(e) sur dix (11%), le « wokefishing » au sens littéral du terme est lui aussi une pratique très genrée : le nombre de personnes reconnaissant s'être fait passer pour quelqu'un de progressiste (ex : féministe, LGBTfriendly, antiraciste...) est trois fois plus élevé dans la gent masculine (16%) que féminine (6%). Et si au total, un(e) Français(e) sur trois (34%) a déjà dissimulé au moins une fois ses convictions pour séduire, l'analyse des résultats montre qu'en dehors d'une plus forte prévalence chez les jeunes et les hommes, elle affecte tous les pans de la population.

^[1] ErwinG GOFFMAN., Stigma, Notes on the Management of Spoiled Identity, Prentice Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1963..



Mais après la phase de séduction, les divergences politiques constituent un sujet de discussion qui peut rester tabou tout le long d'une relation.

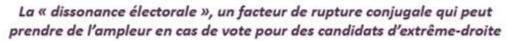
Au-delà de la phase de séduction, les divergences politiques entre conjoints peuvent aussi constituer un sujet tabou tout le long d'une relation. Un(e) Français(e) sur deux (48%) admet ainsi avoir déjà éviter de parler politique avec un partenaire n'ayant pas leurs convictions politiques afin de ne pas créer des tensions au sein du couple. Et cette source de malaise peut aussi se faire ressentir sur la sociabilité du couple si l'on en juge par le nombre significatif de personnes qui, pour ce même motif, ont déjà veillé à éviter de parler politique (39%) en présence de proches (ex : amis, parents...), voire ont même évité de présenter leur conjoint à leurs proches (30%) pour ce motif.

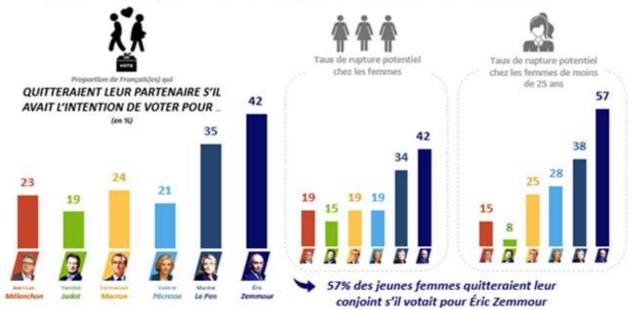
Le point de vue de François Kraus: S'il est sans doute symptomatique d'une forme de « conservative-shaming » pouvant exister dans les milieux progressistes, le « wokefishing » révèle surtout une prise de conscience croissante du fait que converger sur certains sujets (ex : société) contribue fortement au rapprochement des corps et des esprits... Mais si ce concept séduisant est sans doute appelé à durer, toutes les attitudes de dissimulation des divergences politiques dans le couple ne doivent pas forcément être placées sous le sceau du soupçon. On peut aussi y voir la trace de l'application d'un « principe de précaution » chez des sondés qui ne souhaitent pas activer des clivages potentiellement dangereux pour leur relation. Ces stratégies d'évitement des conflits visant à préserver sa relation, notamment des turbulences inhérentes aux débats qui s'intensifient en période électorale, semblent toutefois plus difficiles à tenir durant une campagne présidentielle, notamment pour les jeunes couples qui paraissent, là aussi, plus exposés au risque de rupture pour ce genre de motif.



En termes d'expériences vécues au cours de la vie, les divergences politiques apparaissent comme un motif de rupture globalement mesuré mais qui peut beaucoup jouer pour les jeunes et les progressistes.

La proportion de Français(es) ayant déjà rompu une relation de couple en raison de leurs divergences politiques est globalement limité (20% en moyenne) mais elle masque des grosses différences en fonction de l'âge ou des affinités politiques. De même qu'ils sont plus sensibles à ce sujet dans les critères présidant au choix de leur conjoint, les jeunes sont aussi beaucoup plus exposés aux risques de rupture conjugale dues à des divergences politiques. En effet, 48% des jeunes de moins de 25 ans déclarent ainsi avoir déjà rompu avec un(e) partenaire à cause de ses opinions politiques, soit trois fois plus que leurs ainés de plus de 35 ans (16%). De même, la proportion de Français(es) ayant déjà rompu une relation à cause de divergences politiques s'avère particulièrement élevée dans les rangs des personnes très féministes (31%) ou des électeurs d'extrême-gauche (41%).





La « dissonance électorale » au sein du couple, un facteur de rupture conjugale qui pourrait prendre de l'ampleur en cas de vote pour des candidats d'extrême-droite

Dans ce cadre, une campagne présidentielle apparaît comme une période à haut risque pour des couples pouvant être affectés par les turbulences inhérentes aux débats qu'elle peut provoquer. Révélateur du potentiel impact négatif que la politique peut avoir sur la vie privée, 42% des Français(es) déclarent aujourd'hui qu'ils/elles quitteraient leur conjoint s'il votait pour Éric Zemmour, sachant que leur proportion monte à 57% chez les femmes de moins de 25 ans. Le taux de rupture en cas de vote Le Pen est quant à lui plus limité (35%), notamment chez les jeunes, ce qui est sans doute un effet de la récente dédiabolisation de la candidate dans l'opinion.

Le point de vue de François Kraus de l'Ifop: En dépit d'une tendance à la désaffection des urnes et à la désidéologisation des identités politiques, les Français(es) expriment toujours, dans leur couple, le besoin de partager une même vision du monde (« Weltanschauung ») ou, du moins, un minimum d'idées et de valeurs communes. Symptomatique du « modèle d'amour convergent »^[2] qui préside aujourd'hui à la formation des couples, cette aspiration à l'homogamie tient beaucoup à l'idée que le couple est avant tout « une relation affinitaire (...) qui repose sur une supposée entente [autour de] ce qui forme son identité profonde » [3], au premier rang desquelles les convictions politiques ou religieuses (Anne Muxel). Pour la génération Z « plus impliquée que les autres générations sur des questions sociétales (inégalités, racisme, écologie...) »^[4], partager les mêmes convictions sur des sujets faisant l'objet d'un quasi-consensus dans leur génération (ex : féminisme, écologie...) semble même être devenu un critère déterminant aussi bien dans le choix de leur conjoint que dans la pérennité donnée à une relation.

François Kraus

Directeur du pôle « Politique / Actualités » - Responsable de l'expertise « Genre, sexualités et santé » de l'Ifop Publication sur le sujet : François Kraus, « <u>Les Français ont-ils voté comme leurs conjoints ?</u> », Revue Politique et Parlementaire, Septembre 2017

POUR CITER CETTE ETUDE, IL FAUT UTILISER A MINIMA LA FORMULATION SUIVANTE :

« Étude Ifop pour Gleeden réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 14 au 17 mars 2022 auprès de 2 002 personnes âgées de 18 ans et plus

Contact Ifop : François Kraus - 0661003776 – françois.kraus@ifop.com
Contact Gleeden : Solène Paillet (Directrice Communication) - 01.84.17.04.32 spaillet@blackdivine.com

^[2] Anthony Giddens, La Transformation de l'intimité : sexualité, amour et érotisme dans les sociétés modernes, trad. fr. Jean Mouchard, Rodez, Le Rouergue-Chambon, 2004, p. 229.

^[3] ENTRETIEN avec Anne Muxel. Présidentielle : « C'est dans les couples qu'on échange le plus ses idées », Ouest France, 23 janvier 2022

^[4] Olivier Galland et Marc Lazar, Une Français(es)se plurielle - Enquête auprès des 18-24 ans, février 2022, p. 90.